

Table des matières

PARTIE I - TEXTES FÉDÉRAUX

21 mars 1804 (30 ventôse an XII). – CODE CIVIL	1
30 juin 1994. – LOI modifiant et complétant les dispositions du Code civil relatives à la co-propriété (<i>Mon. 26 juillet 1994</i>)	7
2 juin 2010. – LOI modifiant le Code civil afin de moderniser le fonctionnement des copropriétés et d'accroître la transparence de leur gestion (<i>Mon. 28 juin 2010</i>)	7
10 avril 1975. – LOI relative aux loyers des immeubles d'habitation (<i>Mon. 16 avril 1975</i>)	16
28 août 2011. – LOI relative à la protection des consommateurs en matière de contrats d'utilisation de biens à temps partagé, de produits de vacances à long terme, de revente et d'échange (<i>Mon. 16 septembre 2011</i>)	19
11 avril 1999. – LOI relative à l'action en cessation des infractions à la loi relative à la protection des consommateurs en matière de contrats d'utilisation de biens à temps partagé, de produits de vacances à long terme, de revente et d'échange (<i>Mon. 30 avril 1999</i>)	21
10 janvier 1824. – LOI concernant le droit de superficie (<i>Journ. off. XIX, n° 13</i>)	21
10 janvier 1824. – LOI concernant le droit d'emphytéose (<i>Journ. off. XIV, n° 14</i>)	22
14 mai 1955. – LOI relative aux baux emphytéotiques (<i>Mon. 18 mai 1955</i>)	22
11 février 2013. – LOI organisant la profession d'agent immobilier (<i>Mon. 22 août 2013</i>)	22
8 juillet 1997. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant les conditions minimales à remplir pour qu'un bien immeuble donné en location à titre de résidence principale soit conforme aux exigences élémentaires de sécurité, de salubrité et d'habitabilité (<i>Mon. 21 août 1997</i>)	25
12 juillet 2012. – ARRÊTÉ ROYAL fixant un plan comptable minimum normalisé pour les associations de copropriétaires (<i>Mon. 3 août 2012; Err. Mon. 13 août 2012</i>)	25
20 avril 1959. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de la loi du 8 mars 1954 tendant à favoriser la construction, l'acquisition et la transformation d'habitations moyennes (<i>Mon. 5 mai 1959</i>)	27
8 décembre 1966. – ARRÊTÉ ROYAL autorisant les propriétaires d'une habitation acquise ou construite à l'aide d'une prime, à louer une partie de cette habitation à des étudiants (<i>Mon. 28 décembre 1966</i>)	28
27 décembre 1968. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 37 du Code du logement autorisant le gouvernement à étendre l'activité de la Société nationale du Logement et de la Société nationale terrienne (<i>Mon. 15 janvier 1969</i>)	28
1 ^{er} décembre 1976. – ARRÊTÉ ROYAL concernant l'octroi, pour la Région wallonne, d'avantages à l'assainissement d'habitations agricoles insalubres améliorables (<i>Mon. 11 décembre 1976</i>)	29
25 septembre 1987. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux locations, dans la Région bruxelloise, des habitations gérées par la Société nationale du Logement ou par les sociétés agréées par celle-ci (<i>Mon. 1^{er} octobre 1987</i>)	30

PARTIE II - TEXTES RÉGIONAUX

8 septembre 1988. – ARRÊTÉ de l'Exécutif régional wallon établissant les conditions d'agrément, les règles de gestion et les modalités de contrôle des sociétés immobilières de service public (<i>Mon. 30 novembre 1988</i>)	39
6 juin 1991. – DÉCRET du Conseil régional wallon relatif au développement rural (<i>Mon. 3 septembre 1991</i>)	43
25 juin 1992. – DÉCRET du Conseil flamand contenant diverses mesures d'accompagnement du budget 1992 (<i>Mon. 11 juillet 1992</i>)	45
18 décembre 1992. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand instaurant une prime d'adaptation et une prime d'amélioration pour les habitations (<i>Mon. 31 mars 1993; Err. Mon. 4 mars 2004</i>)	45
28 janvier 1993. – ARRÊTÉ de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-capitale portant exécution de l'ordonnance du 29 août 1991 visant à favoriser l'accès au logement moyen dans la Région de Bruxelles-capitale (<i>Mon. 11 mars 1993</i>) ..	47
9 novembre 1993. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale concernant les normes de qualité et de sécurité pour la location de logements meublés (<i>Mon. 31 décembre 1993</i>)	49
20 juillet 1995. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 6 avril 1995 concernant les normes de qualité des logements collectifs et des petits logements individuels, loués ou mis en location à titre de résidence principale (<i>Mon. 16 septembre 1995</i>)	51
26 septembre 1996. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale organisant la location des habitations gérées par la Société du logement de la Région bruxelloise ou par les sociétés immobilières de service public (<i>Mon. 14 novembre 1996</i>)	53
15 juillet 1997. – DÉCRET du Parlement flamand contenant le Code flamand du logement (<i>Mon. 19 août 1997</i>)	68
17 mars 1998. – DÉCRET du Parlement flamand contenant diverses orientations politiques (<i>Mon. 17 avril 1998</i>)	94
16 juin 1998. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand visant à encourager les projets en faveur des personnes ayant un handicap physique habitant de manière autonome dans les quartiers d'habitations sociales (<i>Mon. 23 octobre 1998</i>) ..	94
6 octobre 1998. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand relatif au droit de préachat et au droit de gestion sociale d'habitations (<i>Mon. 30 octobre 1998</i>) ..	97
29 octobre 1998. – DÉCRET (du Conseil régional wallon) instituant le Code wallon du logement et de l'habitat durable (<i>Mon. 4 décembre 1998</i>)	98
10 décembre 1998. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale portant exécution de l'ordonnance du 16 juillet 1998 organisant une aide régionale à la constitution de garantie locative en matière de logement (<i>Mon. 19 février 1999; Err. Mon. 24 juin 1999</i>)	131
21 janvier 1999. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon instaurant une prime à l'acquisition d'un logement (<i>Mon. 25 février 1999</i>)	132
21 janvier 1999. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon instaurant une prime pour la construction d'un logement situé dans un noyau d'habitat et la reconstruction d'un logement non améliorables (<i>Mon. 25 février 1999</i>)	133
21 janvier 1999. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon instaurant une prime en faveur des locataires qui réhabilitent un logement améliorables dans le cadre d'un bail à réhabilitation (<i>Mon. 25 février 1999</i>)	135
21 janvier 1999. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon instaurant une prime à la restructuration de logements améliorables et à la création de logements à partir de bâtiments dont la vocation initiale n'est pas résidentielle (<i>Mon. 25 février 1999</i>)	138

21 janvier 1999. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon instaurant une aide à la démolition de logements non améliorables (<i>Mon. 25 février 1999</i>)	139	4 septembre 2003. – ARRÊTÉ (du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale) déterminant les exigences élémentaires en matière de sécurité, de salubrité et d'équipement des logements (<i>Mon. 19 septembre 2003</i>)	184
21 janvier 1999. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon instaurant une prime à la création de logements conventionnés à loyer modéré par des personnes physiques (<i>Mon. 25 février 1999</i>)	140	11 septembre 2003. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale relatif au droit de préemption (<i>Mon. 5 novembre 2003</i>)	186
21 janvier 1999. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon relatif à l'octroi d'allocations de déménagement, de loyer et d'installation (<i>Mon. 25 février 1999</i>)	142	18 décembre 2003. – DÉCRET-PROGRAMME du Conseil régional wallon portant diverses mesures en matière de fiscalité régionale, de trésorerie et de dette, d'organisation des marchés de l'énergie, d'environnement, d'agriculture, de pouvoirs locaux et subordonnés, de patrimoine et de logement et de la Fonction publique (<i>Mon. 6 février 2004</i>)	188
21 janvier 1999. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon instaurant une assurance contre le risque de perte de revenus pour cause de perte d'emploi ou d'incapacité de travail (<i>Mon. 25 février 1999</i>)	145	19 février 2004. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale portant exécution du Code du logement (<i>Mon. 23 avril 2004; Err. Mon. 18 mai 2004</i>)	188
11 février 1999. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon relatif à l'octroi par la Région d'une aide aux personnes morales en vue de la démolition d'un bâtiment non améliorable (<i>Mon. 13 mars 1999</i>)	146	2 avril 2004. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand portant les conditions auxquelles les sociétés de crédits peuvent être agréées par le Gouvernement flamand et fixant les Institutions de crédits agréées par le Gouvernement flamand, en exécution de l'article 78 du décret du 15 juillet 1997 portant le Code flamand du logement (<i>Mon. 24 juin 2004</i>)	188
11 février 1999. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon relatif à l'octroi par la Société wallonne du Logement d'une aide aux sociétés de logement de service public en vue de la démolition d'un bâtiment non améliorable (<i>Mon. 13 mars 1999</i>)	147	3 juin 2004. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon relatif au permis de location (<i>Mon. 16 septembre 2004</i>)	190
11 février 1999. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon relatif à l'octroi par la Société wallonne du Logement d'une aide aux sociétés de logement de service public en vue de l'équipement d'ensembles de logements (<i>Mon. 13 mars 1999</i>)	148	25 août 2005. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon portant approbation du règlement des prêts de la Société wallonne du Crédit social (<i>Mon. 23 septembre 2005</i>)	192
25 février 1999. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon concernant les prêts hypothécaires et l'aide locative du Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie (<i>Mon. 9 avril 1999</i>)	149	9 décembre 2005. – ARRÊTÉ relatif à l'utilisation des capitaux provenant du Fonds B2 par le Fonds flamand du Logement, en exécution du Code flamand du Logement (<i>Mon. 22 février 2006</i>)	194
25 février 1999. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon déterminant les conditions d'octroi des prêts hypothécaires accordés par la Société wallonne du Logement (<i>Mon. 9 avril 1999</i>)	150	16 décembre 2005. – ARRÊTÉ portant création de l'agence autonomisée interne sans personnalité juridique «Wonen-Vlaanderen» (Habitat Flandre) (<i>Mon. 16 février 2006</i>)	195
25 février 1999. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon relatif à la location de logements sociaux gérés par la Société wallonne du logement ou par les sociétés agréées par celle-ci à des personnes morales à des fins d'action sociale (<i>Mon. 9 avril 1999</i>)	151	1 ^{er} juin 2006. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon déterminant les modalités de fonctionnement du Comité d'accompagnement et de suivi des commissaires spéciaux du Gouvernement, institué en application de l'article 174bis du Code wallon du Logement (<i>Mon. 9 juin 2006</i>)	196
25 février 1999. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon portant réglementation des charges locatives à la location des logements gérés par la Société wallonne du logement ou par les sociétés de logements de service public (<i>Mon. 9 avril 1999</i>)	152	29 septembre 2006. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand relatif aux conditions de transfert de biens immobiliers de la Société flamande du logement et des sociétés sociales de logement en exécution du Code flamand du logement (<i>Mon. 13 novembre 2006</i>)	196
20 mai 1999. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon relatif à la lutte contre l'inoccupation des logements (<i>Mon. 10 juillet 1999</i>)	153	29 septembre 2006. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand relatif à l'agrément et au subventionnement d'organisations de locataires (<i>Mon. 30 novembre 2006</i>)	205
10 juin 1999. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon instaurant une prime à l'adaptation de logements aux personnes handicapées (<i>Mon. 1^{er} septembre 1999</i>)	153	14 novembre 2006. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon fixant les conditions et les modalités de recrutement du directeur-gérant et du personnel d'une société de logement de service public (<i>Mon. 27 novembre 2006</i>)	207
20 juillet 2000. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon fixant les conditions du prêt «Tremplin» octroyé par la Région (<i>Mon. 29 août 2000</i>)	154	25 janvier 2007. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon fixant les modalités de fonctionnement des organes de gestion des sociétés de logement de service public (<i>Mon. 7 février 2007</i>)	207
7 septembre 2000. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon définissant la notion de personne handicapée au sens de l'article 1 ^{er} , 33 ^o , du Code wallon du logement (<i>Mon. 21 septembre 2000</i>)	155	2 février 2007. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand instaurant une intervention dans le loyer pour les locataires nécessitant d'un logement (<i>Mon. 9 mars 2007</i>)	208
8 juin 2001. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon établissant les conditions d'agrément des sociétés de logement de service public (<i>Mon. 7 juillet 2001</i>)	155	25 mai 2007. – DÉCRET du Parlement flamand portant harmonisation des procédures relatives aux droits de préemption (<i>Mon. 24 juillet 2007</i>)	210
19 juillet 2001. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon relatif au programme communal d'actions en matière de logement (<i>Mon. 8 septembre 2001</i>)	156	29 juin 2007. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand portant les conditions relatives aux prêts sociaux avec garantie de la Région pour la construction, l'achat, la transformation ou la conservation d'habitations (<i>Mon. 18 juillet 2007</i>)	213
2 mai 2002. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale relatif à l'octroi de primes à l'embellissement des façades (<i>Mon. 25 juin 2002; Err. Mon. 31 août 2002</i>)	156	12 juillet 2007. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon relatif aux conditions d'aptitude, d'engagement, de formation et d'exercice de la fonction de commissaire auprès d'une société de logement de service public (<i>Mon. 28 août 2007</i>)	215
17 juillet 2003. – ORDONNANCE (du Conseil de la Région de Bruxelles-capitale) portant le Code bruxellois du Logement (<i>Mon. 9 septembre 2003</i>)	158		

19 juillet 2007. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand fixant l'entrée en vigueur du décret du 7 juillet 2006 modifiant le décret du 22 décembre 1995 contenant diverses mesures d'accompagnement du budget 2006, le décret du 4 février 1997 portant les normes de qualité et de sécurité pour chambres et chambres d'étudiants et le décret du 15 juillet 1997 contenant le Code flamand du Logement, pour ce qui concerne le renforcement de l'instrumentaire en matière de contrôle de la qualité du logement et établissant les compétences à attribuer dans ce cadre (<i>Mon. 30 août 2007</i>)	215	23 avril 2009. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon relatif aux modalités de placement des disponibilités des sociétés de logement de service public et à l'affectation du produit net de la cession de droits réels d'un bien immobilier (<i>Mon. 10 juin 2009</i>)	293
30 août 2007. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon relatif à la procédure en matière de respect des critères de salubrité des logements et de la présence de détecteurs d'incendie (<i>Mon. 30 octobre 2007</i>)	216	30 avril 2009. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon déterminant les conditions auxquelles la garantie de bonne fin de la Région est accordée au remboursement des prêts visés à l'article 23 du Code wallon du Logement (<i>Mon. 16 juin 2009</i>)	294
30 août 2007. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon déterminant les critères minimaux de salubrité, les critères de surpeuplement et portant les définitions visées à l'article 1 ^{er} , 19° à 22°bis, du Code wallon du logement (<i>Mon. 30 octobre 2007</i>)	217	18 juin 2009. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon relatif aux conditions d'élaboration, d'exécution et de contrôle des contrats d'objectifs et aux critères et modalités de mise en œuvre des programmes de gestion des sociétés de logement de service public (<i>Mon. 25 septembre 2009</i>)	295
6 septembre 2007. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon organisant la location des logements gérés par la Société wallonne du logement ou par les sociétés de logement de service public (<i>Mon. 7 novembre 2007; Err. Mon. 14 novembre 2007; Err. Mon. 31 décembre 2007</i>)	220	10 juillet 2009. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand relatif aux modalités du registre des immeubles inoccupés et modifiant l'arrêté du Gouvernement flamand du 2 avril 1996 portant la redevance visant à lutter contre l'inoccupation et le délabrement de bâtiments et/ou d'habitations (<i>Mon. 23 septembre 2009</i>)	296
21 septembre 2007. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand portant subvention de projets d'aide à la politique locale du logement (<i>Mon. 19 octobre 2007</i>)	227	30 juillet 2010. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL portant approbation du règlement des prêts ordinaires consentis par le Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie (<i>Mon. 13 septembre 2010</i>)	297
4 octobre 2007. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale relatif à l'octroi de primes à la rénovation de l'habitat (<i>Mon. 23 octobre 2007</i>)	231	9 septembre 2010. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale relatif à l'agrément d'associations visé au chapitre V du Code du logement relatif aux sanctions en cas de logement inoccupé (<i>Mon. 31 décembre 2010</i>)	300
12 octobre 2007. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand portant financement des sociétés de logement social en vue de la réalisation d'habitations de location sociales et des frais de fonctionnement y afférents (<i>Mon. 31 octobre 2007</i>)	234	22 octobre 2010. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand fixant les conditions complémentaires et la procédure pour l'agrément comme société de logement social et établissant la procédure d'évaluation des prestations des sociétés de logement social (<i>Mon. 29 décembre 2010</i>)	301
12 octobre 2007. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand réglementant le régime de location sociale et portant exécution du titre VII du Code flamand du Logement (<i>Mon. 7 décembre 2007</i>)	238	23 décembre 2010. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon déterminant les conditions et modalités d'octroi d'une aide aux agences immobilières sociales et aux associations de promotion du logement en vue d'effectuer des travaux de réhabilitation et de restructuration dans les biens immobiliers qu'elles prennent en gestion ou en location (<i>Mon. 11 janvier 2011</i>)	307
31 janvier 2008. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon relatif aux comités consultatifs de locataires et de propriétaires auprès des sociétés de logement de service public (<i>Mon. 13 mars 2008</i>)	260	23 décembre 2010. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon déterminant les conditions d'intervention de la Région dans le loyer des logements pris en gestion ou loués par une agence immobilière sociale ou par une association de promotion du logement (<i>Mon. 11 janvier 2011</i>)	308
22 mars 2008. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale relatif à l'utilisation par le Fonds du Logement de la Région de Bruxelles-capitale, des capitaux provenant du fonds B2 pour ses crédits hypothécaires (<i>Mon. 10 juin 2008</i>)	263	7 mars 2011. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL portant approbation du règlement de l'aide à consentir par le Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie aux agences immobilières sociales et aux associations de promotion du logement pour la réhabilitation et la restructuration de logements inoccupés qu'elles prennent en gestion ou en location (<i>Mon. 14 avril 2011</i>)	309
13 juin 2008. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand relatif à l'assurance logement garanti (<i>Mon. 30 mars 2009</i>)	268	29 avril 2011. – DÉCRET du Parlement flamand portant financement des projets de logement expérimentaux en vue de la promotion de la coopération entre les politiques flamandes du logement et du bien-être, pour ce qui concerne le volet Logement (<i>Mon. 4 mai 2011</i>)	310
7 juillet 2008. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL arrêtant le règlement-type d'ordre intérieur des comités consultatifs de locataires et de propriétaires auprès des sociétés de logement de service public (<i>Mon. 18 août 2008</i>)	270	21 septembre 2011. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL (Région de Bruxelles-capitale) déterminant les modalités d'application de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale du 4 octobre 2007 relatif à l'octroi de primes à la rénovation de l'habitat (<i>Mon. 29 septembre 2011</i>)	311
16 juillet 2008. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL fixant les modalités d'information et de publication des décisions concernant les candidats locataires et les locataires ainsi que des décisions d'attribution des logements (<i>Mon. 18 août 2008</i>)	271	23 décembre 2011. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand portant l'organisation du contrôle, visé à l'article 29bis du Code flamand du Logement (<i>Mon. 2 février 2012</i>)	312
13 novembre 2008. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon fixant les modalités d'adaptation des montants visés à l'article 203 du Code wallon du logement et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2000 fixant les conditions d'intervention de la Région en faveur des jeunes qui contractent un emprunt hypothécaire pour l'accession à la propriété d'un premier logement (<i>Mon. 4 décembre 2008</i>)	271	13 janvier 2012. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand arrêtant des modalités pour les contributions des acteurs du logement social au financement de la «Vlaamse Maatschappij voor Sociaal Wonen» (Société flamande du Logement social) (<i>Mon. 2 février 2012</i>)	314
5 décembre 2008. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon relatif à la cession et à l'acquisition de droits réels d'un bien immobilier par une société de logement de service public (<i>Mon. 29 janvier 2009</i>)	271	23 mars 2012. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon relatif à l'octroi par la Société wallonne du logement d'une aide aux sociétés de logement de service public en vue de la création de logements d'insertion (<i>Mon. 10 avril 2012</i>)	316
27 mars 2009. – DÉCRET du Parlement flamand relatif à la politique foncière et immobilière (<i>Mon. 15 mai 2009</i>)	273		

23 mars 2012. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon relatif à l'octroi par la Société wallonne du logement d'une aide aux sociétés de logement de service public en vue de l'acquisition d'un bâtiment améliorable et de la réhabilitation, la restructuration ou l'adaptation de ce bâtiment pour y créer un ou plusieurs logements sociaux (<i>Mon. 10 avril 2012</i>)	318	13 juin 2013. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon relatif au relogement de l'occupant expulsé par le bourgmestre suite à une interdiction d'occuper prise conformément aux articles 7 et 13 du Code wallon du logement et de l'habitat durable (<i>Mon. 24 juin 2013</i>)	353
23 mars 2012. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon relatif à l'octroi par la Région d'une aide aux pouvoirs locaux et régies autonomes en vue de la construction de logements sociaux (<i>Mon. 10 avril 2012</i>)	320	20 juin 2013. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon déterminant les conditions d'intervention de la Région dans le loyer des logements pris en gestion ou loués par une société de logement de service public (<i>Mon. 1^{er} juillet 2013</i>)	354
23 mars 2012. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon relatif à l'octroi par la Société wallonne du logement d'une aide aux sociétés de logement de service public en vue de la construction de logements sociaux (<i>Mon. 10 avril 2012</i>)	322	20 juin 2013. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon déterminant les conditions d'intervention de la Région dans le loyer des logements pris en gestion ou loués par une agence immobilière sociale ou par une association de promotion du logement (<i>Mon. 1^{er} juillet 2013</i>)	355
23 mars 2012. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon relatif à l'octroi par la Région d'une aide aux personnes morales en vue de la création de logements d'insertion (<i>Mon. 10 avril 2012</i>)	323	12 juillet 2013. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand portant les normes de qualité et de sécurité pour habitations (<i>Mon. 1^{er} août 2013</i>)	356
23 mars 2012. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon relatif à l'octroi par la Région d'une aide aux personnes morales en vue de la création de logements de transit (<i>Mon. 10 avril 2012</i>)	325	15 juillet 2013. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL définissant les différentes catégories d'audit énergétique visées à l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 novembre 2012 relatif à l'audit énergétique d'un logement (<i>Mon. 7 novembre 2013</i>)	358
23 mars 2012. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon relatif à l'octroi par la Région d'une aide aux pouvoirs locaux et régies autonomes en vue de l'acquisition d'un bâtiment améliorable et de la réhabilitation, la restructuration ou l'adaptation de ce bâtiment pour y créer un ou plusieurs logements sociaux (<i>Mon. 10 avril 2012</i>)	327	13 septembre 2013. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand portant les conditions auxquelles la Société flamande du Logement social et le Fonds flamand du Logement peuvent octroyer des prêts sociaux spéciaux à des particuliers (<i>Mon. 27 novembre 2013</i>)	359
23 mars 2012. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon relatif à l'octroi par la Société wallonne du logement d'une aide aux sociétés de logement de service public en vue de la création de logements de transit (<i>Mon. 10 avril 2012</i>)	329	18 octobre 2013. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand réglant la location des logements locatifs modestes des sociétés de logement social (<i>Mon. 25 novembre 2013</i>)	362
4 mai 2012. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand instaurant une subvention aux candidats-locataires (<i>Mon. 25 mai 2012</i>)	331	25 octobre 2013. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand portant la procédure de planification, de programmation et de réalisation de projets de logement (<i>Mon. 14 janvier 2014</i>)	363
1 ^{er} juin 2012. – DÉCRET du Parlement flamand portant protection d'habitations au moyen de détecteurs de fumée optiques (<i>Mon. 13 juillet 2012</i>)	333	14 novembre 2013. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon instaurant une aide pour l'amélioration et la création d'habitations en vertu de l'article 22bis du Code wallon du logement et de l'habitat durable (<i>Mon. 16 décembre 2013</i>)	370
21 juin 2012. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale instituant une allocation loyer (<i>Mon. 26 septembre 2012</i>)	334	28 novembre 2013. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale instituant une allocation de relogement (<i>Mon. 23 décembre 2013</i>)	372
6 juillet 2012. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand portant conditions d'agrément et de subventionnement de la structure d'appui aux initiatives promouvant la position des candidats-locataires et des locataires sur le marché privé de la location et dans le logement social (<i>Mon. 13 août 2012</i>)	335	12 décembre 2013. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon relatif aux organismes de logement à finalité sociale (<i>Mon. 30 décembre 2013</i>)	374
12 juillet 2012. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon relatif à la perception et au recouvrement des amendes administratives applicables en vertu des articles 13ter, 200bis et 200ter du Code wallon du logement et de l'habitat durable (<i>Mon. 30 juillet 2012</i>)	336	12 décembre 2013. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon relatif aux sanctions financières visées aux articles 188 et 190 du Code wallon du Logement et de l'habitat durable (<i>Mon. 7 février 2014; Err. Mon. 19 février 2014</i>)	378
20 juillet 2012. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand fixant les conditions d'agrément et de subvention des offices de location sociale (<i>Mon. 7 septembre 2012</i>)	337	23 janvier 2014. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL déterminant les normes d'adéquation des logements pour l'application de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale du 28 novembre 2013 instituant une allocation de relogement (<i>Mon. 7 février 2014</i>)	379
15 novembre 2012. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon relatif à l'audit énergétique d'un logement (<i>Mon. 27 novembre 2012</i>)	340	31 janvier 2014. – DÉCRET du Parlement flamand sur le transfert à la Province du Brabant flamand de la compétence relative à une politique terrienne et du logement spécifique pour le Brabant flamand (<i>Mon. 28 février 2014</i>)	379
21 décembre 2012. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand portant financement des opérations dans le cadre de projets de logements sociaux et des frais de fonctionnement y afférents (<i>Mon. 15 janvier 2013</i>)	342	13 février 2014. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale instituant une allocation loyer pour les candidats-locataires inscrits sur les listes du logement social (<i>Mon. 28 février 2014; Err. Mon. 7 mai 2014</i>)	380
21 février 2013. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon déterminant les conditions et modalités d'octroi d'une aide aux sociétés de logement de service public en vue d'effectuer des travaux de réhabilitation et de restructuration dans les biens immobiliers qu'elles prennent en gestion ou en location (<i>Mon. 6 mars 2013</i>)	351	13 mars 2014. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon instaurant une prime à la réhabilitation de logements améliorables (<i>Mon. 1^{er} avril 2014</i>)	382
16 mai 2013. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL (Région wallonne) portant approbation du règlement de l'aide à consentir par le Fonds du logement des familles nombreuses de Wallonie aux agences immobilières sociales et aux associations de promotion du logement pour la réhabilitation et la restructuration de biens immobiliers qu'elles prennent en gestion ou en location (<i>Mon. 3 juin 2013</i>)	352	24 avril 2014. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale relatif aux sociétés de crédit social (<i>Mon. 28 décembre 2015</i>)	383
		8 mai 2014. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon relatif au cadastre du logement public (<i>Mon. 12 juin 2014</i>)	386
		15 mai 2014. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon relatif au logement accessible, au logement adaptable et au logement adapté (<i>Mon. 21 août 2014</i>)	386

16 mai 2014. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand portant exemption de l'obligation d'avis dans les procédures de déclaration d'inadaptabilité, d'inhabitabilité ou de suroccupation d'une habitation, modifiant l'arrêté du Gouvernement flamand du 20 juillet 2012 fixant les conditions d'agrément et de subvention des offices de location sociale et modifiant l'arrêté du Gouvernement flamand du 12 juillet 2013 portant les normes de qualité et de sécurité pour habitations (<i>Mon. 11 juillet 2014</i>)	387	30 octobre 2015. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand instaurant une subvention aux frais de rénovation d'une habitation existante ou dans la réalisation d'une nouvelle habitation (<i>Mon. 12 novembre 2015</i>)	409
27 mai 2014. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL portant exécution de divers arrêtés relatifs à la politique du logement en Flandre (<i>Mon. 4 septembre 2014</i>)	388	1 ^{er} décembre 2015. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL portant exécution de l'arrêté du Gouvernement flamand du 30 octobre 2015 instaurant une subvention aux frais de rénovation d'une habitation existante ou dans la réalisation d'une nouvelle habitation (<i>Mon. 17 décembre 2015</i>)	411
6 juin 2014. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale relatif aux logements inoccupés (<i>Mon. 26 août 2014</i>)	389	17 décembre 2015. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale organisant les agences immobilières sociales (<i>Mon. 8 janvier 2016; Add. Mon. 2 mars 2016</i>)	412
24 juin 2014. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL déterminant les conditions techniques relatives aux logements faisant l'objet d'une prime à la réhabilitation dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 mars 2014 (<i>Mon. 10 septembre 2014</i>)	389	17 décembre 2015. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon portant approbation des normes de gestion et de fonctionnement à destination des guichets du crédit social en application de l'article 175.2., § 3, 7 ^o , du Code wallon du logement et de l'habitat durable (<i>Mon. 19 janvier 2016</i>)	419
27 juin 2014. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale relatif aux règles applicables aux logements mis en location par des opérateurs immobiliers publics et par les agences immobilières sociales (<i>Mon. 30 juillet 2014</i>)	390	17 décembre 2015. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon portant le règlement général relatif à l'agrément des guichets et fixant les procédures en matière de sanction en exécution de l'article 178.1 du Code wallon du logement et de l'habitat durable (<i>Mon. 19 janvier 2016</i>)	421
11 décembre 2014. – DÉCRET du Parlement wallon contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2015 (<i>Mon. 23 janvier 2015; Err. Mon. 3 mars 2015</i>)	400	17 décembre 2015. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon portant approbation du règlement général définissant les principes généraux d'octroi des crédits en Fonds B2 par le Fonds du logement des familles nombreuses de Wallonie (<i>Mon. 19 janvier 2016</i>)	422
18 décembre 2014. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL (Région wallonne) organisant la suspension de l'octroi des primes octroyées dans le cadre de l'écopack à partir du 1 ^{er} janvier 2015 (<i>Mon. 16 janvier 2015</i>)	400	17 décembre 2015. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon portant approbation du règlement général définissant les principes généraux d'octroi des crédits par la Société wallonne du Crédit social et des Guichets du crédit social (<i>Mon. 19 janvier 2016</i>)	423
19 décembre 2014. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL (Région wallonne) concernant les dispositions temporaires en matière de primes énergie, logement et embellissement (<i>Mon. 16 janvier 2015</i>)	400	21 janvier 2016. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale concernant les opérations d'aide locative du Fonds et portant exécution de l'article 2, § 2, du Code bruxellois du Logement (<i>Mon. 27 janvier 2016</i>)	425
26 mars 2015. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon instaurant un régime de primes aux particuliers favorisant les économies d'énergies et la rénovation des logements (<i>Mon. 1^{er} avril 2015</i>)	401	4 février 2016. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale fixant les conditions d'octroi et les règles de procédures applicables à la S.L.R.B., aux S.I.S.P., communes et C.P.A.S., et propres au financement des projets d'acquisition, d'expropriation, de réhabilitation, de démolition et de reconstruction d'immeubles (<i>Mon. 3 mars 2016</i>)	426
30 avril 2015. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL portant exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 mars 2015 instaurant un régime de primes aux particuliers favorisant les économies d'énergies et la rénovation des logements (<i>Mon. 5 juin 2015</i>)	404	12 mai 2016. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale relatif à l'élection et au mode de fonctionnement des conseils consultatifs des locataires institués auprès des sociétés immobilières de service public (<i>Mon. 2 juin 2016</i>)	428
16 juillet 2015. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale relatif aux procédures du service d'inspection régionale du Ministère de la Région de Bruxelles-capitale et à l'octroi des interventions dans le montant du nouveau loyer et aux frais de déménagement ou d'installation du Fonds budgétaire régional de solidarité (<i>Mon. 21 octobre 2015</i>)	408		